Document generated on 10/12/2024 2:10 a.m.

Mens
revue d'histoire intellectuelle de l'Amérique française

MENS
Revue d'histoire intellectuelle et culturelle

Pascale Ryan. *Penser la nation. La Ligue d'action nationale (1917-1960)*. Montréal, Leméac, 2006. 324 p.

Michel Bock

Volume 9, Number 1, Fall 2008

URI: https://id.erudit.org/iderudit/1022826ar
DOI: https://doi.org/10.7202/1022826ar

See table of contents

Publisher(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (print)
1927-9299 (digital)

Explore this journal

Cite this review

Bock, M. (2008). Review of [Pascale Ryan. *Penser la nation. La Ligue d'action nationale (1917-1960)*. Montréal, Leméac, 2006. 324 p.] *Mens*, *9*(1), 142–148. https://doi.org/10.7202/1022826ar

Tous droits réservés © Mens, 2008

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

de la littérature canadienne-française. Pour conclure, laissons-lui la parole : « En obligeant les artistes à se rendre compte qu'il existait deux conceptions de la nation canadienne-française et que l'adhésion à l'une ou l'autre n'équivalait nullement à une forme de trahison, la querelle contribua à l'avènement d'une société pluraliste, condition nécessaire à la naissance d'œuvres littéraires valables. Peu à peu, cette situation permit aux artistes de donner leur propre interprétation de la réalité, voire de l'inventer, plutôt que de véhiculer celle imposée par une idéologie nationaliste unique et stérilisante. » (p. 564-565).

Guy Gaudreau
Micheline Tremblay
Université Laurentienne

Pascale Ryan. *Penser la nation. La Ligue d'action nationale (1917-1960).* Montréal, Leméac, 2006. 324 p.

L'influence de la Ligue d'action nationale à la fois auprès des milieux politiques et des classes populaires a peut-être été limitée, le tirage de sa revue ayant rarement atteint les sommets espérés, faire son histoire, ce n'est pas reconstituer le parcours d'un organisme banal. Ce à quoi nous invite Pascale Ryan dans cet ouvrage intéressant et bien construit, c'est un plongeon, en quatre chapitres, au cœur de la réflexion sur la question nationale au Québec et au Canada français à un moment où un tel effort de conceptualisation, et parfois d'abstraction, était de plus en plus perçu comme un moyen d'action en soi. De sa fondation en 1917 au début des années 1960, au moment où la classe politique québécoise commen-

çait à se montrer plus réceptive vis-à-vis de certaines de ses idées, la Ligue d'action nationale s'appliqua à éveiller la conscience nationale des Canadiens français, à leur inculquer le sens de leurs droits et de leurs devoirs envers la nation, tout en ayant l'impression, plus souvent qu'autrement, de ramer à contre-courant. L'importance du mouvement ne tient pas au nombre de ses victoires éparses ou à l'influence plus ou moins directe qu'il put exercer sur les milieux politiques, mais plutôt à la qualité de ses réflexions et à sa capacité à mobiliser le gratin de l'élite nationaliste canadienne-française de l'époque. En effet, rares sont les intellectuels et les penseurs nationalistes qui n'ont pas gravité, à un moment donné, dans l'orbite de la Ligue, devenue un foyer de réflexion privilégié sur la question nationale au Canada français. Cela dit, en dépit du nombre élevé de ses collaborateurs réguliers et occasionnels, l'Action nationale fut dominée, avant 1960, par la pensée, puissante, de trois hommes, Lionel Groulx, Esdras Minville et André Laurendeau, qui incarnent autant d'étapes dans l'évolution idéologique du mouvement.

Les objectifs de Ryan sont nombreux. En renvoyant à la définition bien connue de Pascal Ory du concept d'intellectuel (« l'homme du culturel mis en situation du politique »), mais sans chercher à relancer le débat historiographique sur cette question, l'auteur postule d'abord que la création de la Ligue d'action française représente « l'entrée en jeu des intellectuels canadiens-français sur la scène publique au tournant du XXe siècle » (p. 12-13). Ce nouveau « modèle d'engagement intellectuel » (p. 14) avait ceci de particulier qu'il s'inscrivait ici dans la foulée de la diffusion de la doctrine sociale de l'Église, qui visait à responsabiliser les fidèles, laïcs autant que clercs, et de les mobiliser en fonction d'un projet de rechristianisation de la société libérale. Certes, il y avait eu d'autres publications, journaux, revues, tracts de toutes sor-

tes, qui avaient permis à leurs rédacteurs d'exercer leur sens critique par rapport à de nombreuses questions politiques, mais une revue mensuelle de haute tenue comme *L'Action française* permettait désormais à ses collaborateurs de se libérer des contraintes de l'actualité politique quotidienne et de proposer des articles de fond sur divers aspects du « problème » canadien-français, sans avoir à renoncer – du moins en principe – à leur liberté d'expression ou à s'inféoder à quelque groupe particulier que ce fût.

La création de la Ligue et de la revue est donc révélatrice de l'existence d'une certaine forme de modernité au Québec et l'on aurait tort, nous dit Ryan, d'y voir, comme certains l'ont fait, une initiative réactionnaire visant à préserver l'influence d'un groupe social en déclin. Abstraction faite du clergé, les artisans de la Ligue provenaient des professions libérales, en plein essor au XXe siècle, et du monde universitaire. Dans bien des cas, ils contribuèrent puissamment à la professionnalisation de leur discipline respective – sans oublier, et Ryan a raison de le rappeler, que *L'Action nationale*, même durant les années 1920, ne condamnait pas le progrès économique en soi, bien qu'elle manifestât de fortes inquiétudes vis-à-vis des conséquences déstructurantes, sur le plan national et social, de l'industrialisation, et qu'elle conçût le progrès « dans le droit fil de la tradition » (p. 68). Dans un même ordre d'idées, l'auteur cherche à innover en étudiant le discours de l'Action nationale en rapport avec son « groupe émetteur ». Toutefois, les notices biographiques qu'elle compile, bien que fort éclairantes, prennent parfois davantage la forme d'un catalogage que d'une analyse des réseaux de sociabilité des « ligueurs ».

Si 1917 marque un tournant dans l'entrée en scène des intellectuels au Canada français, le processus d'autonomisation et de laïcisation de cette catégorie sociale devait toutefois se

faire par étapes. Entre le passage de Groulx à la direction de la revue et celui de Minville, les liens qu'entretenait l'Action nationale avec le clergé, par exemple, devaient se dénouer. Les années 1930, de ce point de vue, furent porteuses de changements importants. D'une part, durant la Crise, la Ligue réserva aux questions économiques une place plus grande que jamais, sous l'impulsion des nouveaux spécialistes des questions économiques convertis au corporatisme social dont, au premier chef, Minville lui-même. D'autre part, elle s'affranchissait graduellement de la réserve toute cléricale dans laquelle Groulx, durant la décennie précédente, l'avait maintenue vis-à-vis des milieux politiques. Le rapport au politique de l'Action nationale fut appelé, lui aussi, à évoluer considérablement dès que le mouvement décida d'appuyer les efforts de l'Action libérale nationale et, plus tard, du Bloc populaire canadien. Après la guerre, certains des ligueurs préférèrent intervenir dans l'arène politique en investissant les structures existantes – le Parti libéral du Québec ou l'Union nationale, selon l'orientation idéologique de chacun – plutôt qu'en lançant de nouveaux tiers partis voués à la marginalité.

C'est aussi durant les années 1930 qu'apparurent les premières lézardes dans l'édifice conceptuel relativement cohérent qu'avaient développé Groulx et ses collaborateurs précédemment. Les mouvements de jeunesse du début de la décennie avaient contribué à ébranler l'orthodoxie groulxiste à bien des niveaux, mais c'est l'accession d'André Laurendeau à la direction de la revue en 1938, après un séjour de deux ans en Europe, qui aurait pour le mouvement l'effet d'un électrochoc. C'est d'ailleurs à Laurendeau que Ryan consacre les pages les plus intéressantes de son ouvrage. Ayant découvert la gauche catholique française et s'étant abreuvé du personnalisme d'*Esprit*, notamment, l'ancien dirigeant des Jeune-Canada tenta d'en appliquer les principes au nationalisme ca-

nadien-français, dont il critiquerait de plus en plus le traditionalisme et le caractère doctrinaire. Sous sa direction, *L'Action nationale* s'éloigna de la doctrine sociale de l'Église et s'intéressa plus que jamais à la question ouvrière en tentant d'y arrimer plus solidement la question nationale. Si l'historiographie et la sociographie récentes (Meunier, Warren, Bienvenue, Piché, Gauvreau) ont cherché les disciples canadiens-français de Mounier à l'intérieur des mouvements entretenant un rapport trouble, sinon hostile au nationalisme (entendons surtout *Cité libre* et l'Action catholique spécialisée), Ryan nous rappelle que le personnalisme pouvait aussi être nationaliste, si l'on en tient pour preuve le parcours de Laurendeau. Le néonationalisme et le néolibéralisme de l'après-guerre puisaient donc, du moins partiellement, à des sources intellectuelles et philosophiques communes.

Les convictions de Laurendeau le poussèrent même à tenter un rapprochement avec ses collègues de *Cité libre*. Pour la vieille garde de la revue nationaliste, pareille audace dépassait toutefois les bornes. Dès lors, l'affrontement, au sein de la Ligue, entre les éléments de gauche et de droite paralysa le mouvement, même après que Laurendeau fut passé à la rédaction du *Devoir*. Le schisme à l'intérieur de l'Action nationale conduisit certains de ses membres les plus conservateurs – dont Anatole Vanier, pourtant un groulxiste de la première heure – à la déserter et à se joindre à des mouvements parallèles et gravitant dans l'orbite duplessiste, dont le Centre d'information nationale de Robert Rumilly. Si Groulx refusa d'emboîter le pas à ces dissidents, lui qui craignait de contribuer à la division des milieux nationalistes et qui refusait mordicus, par ailleurs, de s'associer de quelque façon que ce fût à la mouvance de Duplessis (et, faudrait-il le rajouter, à celle du maurrassien Rumilly), il s'attrista profondément du virage antitraditionaliste que l'Action nationale semblait en passe

d'accomplir. La défaite de l'Union nationale aux élections de 1960 porta un dur coup aux traditionalistes dissidents, dont plusieurs réintégrèrent l'Action nationale après que François-Albert Angers y eut imposé une direction plus orthodoxe, rompant définitivement, de la sorte, avec Laurendeau, qui démissionna de la Ligue.

Somme toute, Pascale Ryan nous offre une synthèse intelligible et originale à bien des égards de l'évolution non seulement de la Ligue d'action nationale, mais aussi de la problématisation de la question nationale au Canada français de la Première Guerre mondiale à la Révolution tranquille. On pourrait lui reprocher un certain manque de profondeur dans l'étude des idées qui ont traversé l'histoire du mouvement, idées qu'elle rapporte davantage qu'elle ne les analyse à certains endroits. La conception que se faisaient les principaux animateurs de la Ligue de la nation canadienne-française est rarement attaquée de front. Par exemple, le concept d'« exclusivité ethnique » qu'elle attribue, sans autre explication, à Groulx et qui se serait opposé à la pensée de Bourassa, aurait mérité une discussion plus approfondie. Le commentaire vaut également pour la thèse selon laquelle le « social » aurait remplacé le « religieux » dans le discours de l'Action nationale sous l'impulsion du personnalisme (p. 296). Pourtant, le personnalisme était d'abord et avant tout une philosophie catholique qui cherchait à rechristianiser la société en permettant à l'être humain de s'épanouir intégralement, à la fois sur les plans spirituel, intellectuel, culturel, matériel, etc. Dans l'esprit de ses adhérents, le social ne devait pas se substituer au religieux, bien au contraire : le progrès social passait nécessairement par la rechristianisation de la société bien que, comme l'ont soutenu certains chercheurs, le personnalisme ait plutôt contribué, ironiquement, à la déconfessionnalisation de la société québécoise durant la Révolution tranquille. Ce

genre de procédé analytique ne permet pas à l'auteur de faire toutes les nuances qui s'imposeraient dans l'analyse du discours de l'Action nationale. Ces éléments de critique ne menacent cependant aucunement la valeur de son ouvrage, qui représente une contribution importante à l'histoire des idées au Québec.

Michel Bock
Département d'histoire
Université d'Ottawa

Serge Gauthier. *Charlevoix ou La création d'une région folklorique. Étude du discours de folkloristes québécois (1916-1980).* Québec, Presses de l'Université Laval, 2006. 208 p.

Dans cet ouvrage, Serge Gauthier mène avec acuité une réflexion sur la pratique des premiers folkloristes québécois : Marius Barbeau, Luc Lacourcière, Félix-Antoine Savard. Peu de chercheurs ont posé un tel regard critique sur les premières enquêtes menées en régions, notamment dans Charlevoix.

Serge Gauthier connaît bien cette région qu'il a étudiée assidûment et de laquelle il est l'un des spécialistes reconnus. En plus d'être son lieu d'origine, Charlevoix est aussi son terrain de pratique professionnelle et le pays pour lequel il ressent de façon évidente un profond attachement. Cette position lui permet de développer une analyse critique de l'intérieur, posant un regard sur le travail réalisé par ses prédécesseurs de l'extérieur.

L'ouvrage se divise en cinq chapitres. L'auteur livre d'abord des considérations générales sur la pratique du